

TRIBUNAL DE ROME
BUREAU DU JUGE D'INSTRUCTION

ORDONNANCE

(art. 424 et suivants CPP)

REPUBLIQUE ITALIENNE
AU NOM DU PEUPLE ITALIEN

LE JUGE D'INSTRUCTION

Le juge de Rome _____
à l'audience du 30/03/95 a écrit l'ordonnance suivante

à l'égard de (voir la liste)

Procureur: Dr. DE MARINIS

MIS EN ACCUSATION

1. CHIEZI Carlo Alberto, né le 29/09/1962 à Rome, domicilié chez l'avocat Pietro Nocita Viale Angelico 38 à Rome. Prévenu libre, comparant assisté par ce même avocat
2. CONTALDI Angelina, née le 23/09/1960 à Pagani, demeurant Via Camillo Mazella 7 p 4 int 12 à Rome Prévenue libre, comparante assistée par Maître Giovanni Leale Viale Parioli 79/H Rome
3. PELLICCIA Patrizia, née le 08/03/1960 (épouse Righetti) Via Baroni 108 - 114 Milano. Prévenue libre, comparante assistée par Maître Giovanni Leale Viale Parioli 79/H Rome
4. CODISPOTI Bruno, né le 27/01/1957, domicilié à Rome Via Alberto tronfi 5 Prévenu libre, comparant assisté par Maître Oreste FLAMINI Minuto et Maître Mario CASELLATO, via Rodi 32 Rome.
5. GASPERONI Brunella née le 05/08/1939 notifier sens art 169 CPP chez Maître Giancarlo di Giulio Via G di Bartolo 22 à Rome. Prévenue libre, comparante assistée par ce même avocat.
6. PIEDIMONTE Giuseppe, né le 18/05/1950 à Ripalbottoni (CB) chez PIEDIMONTE Pasquale Via Cadore 28 à Monza. Prévenu libre, comparant assisté par Maître Giovanni Leale Viale Parioli 79/H Rome
7. PINTALDI Daniele, né le 13/12/1958 demeurant au 50 Via donatello pal. 3 sc. A int 21 à Rome. Prévenu libre, comparant assisté par Maître Giancarlo di Giulio, Via G. di Bartolo 22 à Rome
8. LELLO Cynthia née le 11/09/1955 à Rome, domiciliée chez Maître Giovanni LEALE. Prévenue libre, comparante assistée par ce même avocat.

9. SAVINA Patrizia née le 21/01/1998 demeurant via Arcidosso 5 dans cette même ville. Prévenue libre, comparante assistée par Maître Barbara di Cosimo, Via Crescenzio 2 Rome.
10. GIANNINI Sergio né le 23/09/1951 demeurant Via Giacopo Torriti 11. Prévenu libre, comparant assisté par Maître Barbara di Cosimo Via Crescenzio 2 à Rome.
11. (ndt illisible..) MINISTRE DES FINANCES PRO-TEMPORE (..) Assisté par (ndt illisible) Via dei Portoghesi 12 à Rome. Absent.

ACCUSES

PELIZZIA Patrizia

- a) Du délit prévu et puni par l'art. 4 n. 7 L. 7. 8. 82 n. 516 car en sa qualité de président de "l'Association de Dianétique et de Scientologie de Rome" elle avait rédigé la déclaration de revenus pour l'année 1982 en dissimulant des éléments positifs pour des totaux (123.505.708) et en falsifiant de façon conséquente le résultat de la déclaration afin de se soustraire au paiement de l'impôt.

CHIEZI Carlo Alberto, PELLIZIA Patrizia, CODISPOTI Bruno, GASPERONI Brunella, PIEDIMONTE Giuseppe et PINTALDI Daniele

- b) Du délit prévu et puni par les articles 8 L. 7.1.29 n. 4 et 1 c 2° nn 1 et 2, L. 7. 8. 82 n. 516 car dans leurs qualités respectives, le premier de président de "l'Association de Dianétique et de Scientologie de Rome" et les autres, de membres du conseil d'administration de l'association avaient omis d'inscrire dans les écritures comptables obligatoires aux fins de l'impôt direct et de la TVA, des entrées correspondant à de cessions de biens et de prestations de services pour un montant global de 393.511.482 Lires pour l'année 1983.
- c) Du délit prévu et puni par les articles 110 CP et 4 n. 7 de la L. 07/08/82 n. 516 car entre eux, dans les qualités citées ci-dessus, et dans le but de se soustraire à l'impôt sur le revenu, ils rédigeaient les déclarations d'impôts de l'année 1983 en dissimulant des revenus pour un montant global 393.511.482 Lires en falsifiant de façon conséquente le résultat de la déclaration.

CHIEZZI Carlo Alberto, PELLICCIA Patrizia, CODISPOTI Bruno GASPERONI Brunella, PIEDIMONTI Giuseppe, PINTALDI Daniele et LELLO Cynthia.

- d) Du délit prévu et puni par les articles 8 L. 7. 1. 29 n. 4, c 1, c 2° nn. 1 et 2, L. 7. 8. 82 n. 516 car entre eux et en leurs qualités respectives, le premier de président de "l'Association de Dianétique et de Scientologie de Rome" et les autres, de membres du conseil d'administration de l'association, ils avaient omis d'inscrire dans les écritures comptables obligatoires aux fins de l'impôt direct et de la TVA, pour l'année 1984, des entrées correspondant à des cessions de biens et de prestations de services pour un montant global de 1.181.713.479 Lires.

- e) Du délit prévu et puni par les articles 110 CP et 4 n. 7 de la L 07/08/82 n 516 car entre eux, dans les qualités citées ci-dessus, et dans le but de se soustraire à l'impôt sur le revenu, ils rédigeaient les déclarations d'impôts de l'année 1984 en dissimulant des revenus pour un montant global de 1.181.713.479 Lires en falsifiant de façon conséquente le résultat de la déclaration.

CONTALDI Angelina, Chiezzi Carlo Alberto, PELLICCIA Patrizia, CODISPOTI Bruno, GASPERONI Brunella, PIEDIMONTE Giuseppe et LELLO Cynthia

- f) Du délit prévu et puni par les articles 8 L. 7. 1. 29 n. 4, c 1, c 2° nn. 1 et 2, L. 7. 8. 82 n. 516 car entre eux et en leurs qualités respectives, citées au chef d'accusation précédent, ils avaient omis d'inscrire dans les écritures comptables obligatoires aux fins de l'impôt direct et de la TVA, pour l'année 1985, des entrées correspondant à des cessions de biens et de prestations de services pour un montant global de 1.277. 218. 351 Lires.
- g. Du délit prévu et puni par les art. 110 C.P et 4 n. 7 de la loi du 07/08/82 n. 516 car entre eux en leurs qualités citées au chef d'accusation e) ils rédigeaient les déclarations d'impôts de l'année 1985 en dissimulant des revenus pour un montant global de 1.277.218.351 Lires, en falsifiant de façon conséquente le résultat de la déclaration.

CONTALDI Angelina, CHIEZZI Carlo Alberto, PELLICCIA Patrizia, CODISPOTI Bruno GASPERONI Brunella, PIEDIMONTI Giuseppe, PINTALDI Daniele, LELLO Cynthia, SAVINA Patrizia et GIANNINI Sergio

- h. Du délit prévu et puni par les articles 110 C.P. 1 alinéa, 2 nn. 1 et 2 de la loi du 07/08/82 n. 516 et 8, la loi du 07/01/29 n. 4 car entre eux et en leurs qualités respectives, la première de présidente de "l'Association de Dianétique et de Scientologie de Rome" et les autres de membres du conseil d'administration de l'association, ils avaient omis d'inscrire dans les écritures comptables obligatoires aux fins de l'impôt direct et de la TVA, pour l'année 1986, des entrées correspondant à des cessions de biens et de prestations de services pour un montant global de 832. 708. 512 Lires.

Fait à Rome, le 28/08/87

CHIEZZI Carlo Alberto, PELLICCIA Patrizia, CODISPOTI Bruno GASPERONI Brunella, PIEDIMONTI Giuseppe, PINTALDI Daniele.

- i. Du délit prévu et puni par les articles 1 alinéa 6 de la loi du 07/08/82 n. 516, 8, la loi du 07/01/29 n. 4 et 110 du C.P., car entre eux et en leurs qualités respectives, la premier de présidente de "l'Association de Dianétique et de Scientologie de Rome" et les autres, de membres du conseil d'administration de l'association. Ils avaient omis des écritures comptables obligatoires en conformité avec l'art. 22 du D.P.R. 29/091973 n. 600, pour l'année 1983.

CHIEZZI Carlo Alberto, PELLICCIA Patrizia, CODISPOTI Bruno GASPERONI Brunella, PIEDIMONTI Giuseppe, PINTALDI Daniele et LELLO Cynthia.

- l) Du délit prévu et puni par les articles 110 du C.P ,1 alinéa 6 de la loi du 07/08/82 n. 516 et 8, la loi du 07/01/29 n. 4, car entre eux et en leurs qualités respectives, le premier de président de "l'Association de Dianétique et de Scientologie de Rome" et les autres, de membres du conseil d'administration de l'association. Ils avaient omis des écritures comptables obligatoires en conformité avec l'art. 22 du D.P.R. 29/091993 n. 600, pour l'année 1984.

CONTALDI Angelina, CHIEZZI Carlo Alberto, PELLICCIA Patrizia, CODISPOTI Bruno GASPERONI Brunella, PIEDIMONTI Giuseppe, PINTALDI Daniele et LELLO Cynthia.

- m) Du délit prévu et puni par les articles 110 du C.P ,1 alinéa 6 de la loi du 07/08/82 n. 516 et 8, la loi du 07/01/29 n. 4, car entre eux et en leurs qualités respectives, la première, de président de "l'Association de Dianétique et de Scientologie de Rome" et les autres, de membres du conseil d'administration de l'association. Ils avaient omis des écritures comptables obligatoires en conformité avec l'art. 22 du D.P.R. 29/091973 n. 600, pour l'année 1985

CONTALDI Angelina, CHIEZZI Carlo Alberto, PELLICCIA Patrizia, CODISPOTI Bruno GASPERONI Brunella, PIEDIMONTI Giuseppe, PINTALDI Daniele et LELLO Cynthia.

- n) Du délit prévu et puni par les articles 110 du C.P ,1 alinéa 6 de la loi du 07/08/82 n. 516 et 8, la loi du 07/01/29 n. 4, car entre eux et en leurs qualités respectives, la première, de président de "l'Association de Dianétique et de Scientologie de Rome" et les autres, de membres du conseil d'administration de l'association. Ils avaient omis des écritures comptables obligatoires en conformité avec l'art. 22 du D.P.R. 29/091993 n. 600, pour l'année 1986

Fait à Rome, le 29/08/1987

RAISONNEMENT

Suite à la demande de renvoi du Ministère Public, était fixée l'audience préliminaire d'aujourd'hui.

A la fin, le Ministère Public et la défense concluaient selon les actes.

Nous examinerons d'abord l'exception soulevée par la défense et amplement documentée par la jurisprudence, ayant trait à l'impossibilité d'appliquer à l'Association de Dianétique et de Scientologie les dispositions de la loi concernant l'imposition des activités commerciales, tel que le voudrait le Service de Répression des Fraudes et le Bureau des Impôts, étant donné que l'Association citée met en oeuvre des activités de divulgation de principes doctrinaux et religieux exclusivement, même par la vente de livres et la tenue de "cours" en échange d'une contrepartie d'un montant spécifique.

Il est nécessaire de déterminer s'il s'agit d'activités commerciales ou bien des activités déclarées de divulgation de principes doctrinaux et religieux et dans cette dernière hypothèse, si les activités mises en oeuvre par l'association visent ses fins statutaires.

Dans ses statuts, le but déclaré est de "divulguer, pratiquer et défendre la religion de Scientologie telle qu'elle a été créée et développée par son fondateur Ron Hubbard" sans but lucratif et avec des revenus constitués par les cotisations, apports et donations des membres et par toute autre entrée d'argent.

La législation des impôts, concernant les activités commerciales des entités ou associations à caractère non-lucratif sont prévues par l'art. 20 D.P.R. 598/73. Cet article prévoit que ne soit considérée comme activité commerciale, celle qui est effectuée "en conformité avec les buts institutionnels des associations politiques, syndicales ou à caractère : religieux, culturel, sportif ou de charité" à partir du moment où elles sont effectuées en direction des membres.

Ce dispositif permet de voir si les entrées de l'association en question rentrent dans le cadre de l'imposition des personnes morales et donc si le fait de ne pas les avoir déclarées caractérise les infractions reprochées aux accusés.

En ce qui concerne la nature de l'association de Dianétique et de Scientologie, il ne semble pas qu'il soit nécessaire de s'attarder là-dessus car il existe une volumineuse jurisprudence en la matière selon laquelle, l'association en question est de nature religieuse et par cette raison rentre dans le cadre d'imposition des associations à but non-lucratif.

En fait nous ne devons pas tenir compte des indications et de l'interprétation fournies à plusieurs occasions par le Ministère de Finances, (c.à d. que l'entité en question rentre dans le cadre des instituts de formation privés non reconnus) car des statuts et des activités mises en oeuvre, il en résulte que les buts recherchés (certainement privés d'une finalité lucrative) sont essentiellement d'ordre religieux. Ceci est attesté par des études approfondies effectuées par des nombreuses autorités juridictionnelles. (Voir l'abondante documentation fournie par la défense).

Il est néanmoins vrai que la nature religieuse d'une association ne peut pas être déterminée exclusivement à partir de la définition de ses statuts, qui pourrait cacher une activité

lucrative, il est nécessaire d'examiner en concret quelles sont les modalités d'expression de la religiosité de l'association.

L'activité mise en oeuvre par l'association, même d'après les constatations du service de répression des fraudes est vouée "en substance à l'enseignement de principes religieux et philosophiques en contrepartie de versements d'argent de la part des personnes qui fréquentent les cours" et par conséquent, contrairement à ce qui est prétendu dans le PV, elle doit rentrer dans le cadre de l'art. 20 D.P.R. 598/73 car les adeptes de l'Association de Dianétique et de Scientologie effectuent des activités évidemment religieuses même si elles se font en échange de paiements dans un cadre associatif (comme cela est fait d'ailleurs dans le cadre des organisations religieuses traditionnelles).

Il n'y a, en espèce, aucune preuve de l'hypothèse de dissimulation d'éléments positifs de revenu tenant compte même de la décision de la Cour Constitutionnelle n. 35 de 1991 déclarant l'illégitimité de l'art 4 alinéa 1 N. 7 de la Loi 516/82 dans la partie qui prévoit que la simulation d'actifs ou de passifs d'une déclaration doit être concrétisée par l'utilisation d'artifices, la simple dénonciation de celle-ci n'étant pas suffisante. Il est nécessaire par contre d'avoir un *quid pluris* qui démontre l'intention frauduleuse. Dans le cas présent ce *quid pluris* fait défaut, ou du moins aucune preuve donnant une certitude n'a été fournie.

Il n'a pas été prouvé non plus que les cessions de biens et les prestations de services aient été effectuées en priorité vis-à-vis de personnes étrangères à l'association. En ce qui concerne les associations religieuses, l'adhésion des adeptes peut ne pas être consacrée à travers un acte formel et en fait la réglementation fait allusion aux "membres, adhérents ou participants" par conséquent, les activités de prosélytisme effectuées vis-à-vis des sympathisants pourraient rentrer dans celles non assujetties à l'imposition fiscale. En tout cas, des enquêtes réalisées par le service de répression des fraudes, il n'en ressort pas que ce soient les personnes étrangères à l'association, les bénéficiaires des prestations de services fournies par l'association. Au contraire il semblerait que l'achat de matériaux était destiné aux membres pouvant alors mettre en oeuvre les activités de prosélytisme.

Pour ces raisons, il faut retenir que les revenus de l'association en question ne sont pas imposables en tant que revenus des personnes morales.

Par conséquent, étant donné que l'association en question poursuivait des buts religieux et de divulgation de principes doctrinaux en conformité avec ses buts statutaires et donc sans mettre en oeuvre d'activités commerciales, elle n'était pas obligée (comme cela a été répété dans les décisions des multiples commissions fiscales) de tenir une comptabilité ordinaire.

POUR CES MOTIFS

Vus les articles 424 et suivants C.P.P.

DECLARE

qu'il n'y a pas lieu de procéder à de poursuites en rapport avec les faits reprochés à CHIEZZI Carlo Alberto, CONTALDI Angelina, PELLICCIA Patrizia, CODISPOTI Bruno, GASPERONI Brunella, PIEDIMONTI Giuseppe, PINTALDI Daniele, LELLO Cynthia, SAVINA Patrizia et GIANNINI Sergio car les faits n'existent pas.

A Rome le 30/03/1995

Le Juge

(Dr Maria Luisa Carnevale)

Décision devenue définitive le 01/07/1995

17813/90 R.G. P.M. origine reato
27327/90 R.G. C.I.F.
+ 25827/91 CIP

17813/90
27-4-95 data deposito
1.7.95 data irrevocabilità

N. _____ Reg. Esas.
N. _____ Campione penale
Redatta scheda il _____

PROCURA GENERALE CORTE APPELLO
ROMA
PERVENUTO IL
31 MAG. 1995
IL FUNZIONARIO DI CANCELLERIA

Ally



TRIBUNALE DI ROMA
UFFICIO DEL GIUDICE PER LE INDAGINE PRELIMINARI

SENTENZA
(art. 486 e segg. C.P.P.)

REPUBBLICA ITALIANA

IN NOME DEL POPOLO ITALIANO

IL G.I.P.

Il Giudice di Roma Giuseppa Maria Luisa Cannovola

all'udienza del 30-3-95 ha pronunciato e pubblicato mediante lettura del dispositivo la seguente

SENTENZA

nei confronti di

Vedi elenco allegato

P.M. di DE MARINIS

IMPUTATO

Vedi allegato

1)- CHIEZZI Carlo Alberto n.Roma 29.9.1962 elett.dom.presso lo LIB-ASS-
studio dell'avv. Pietro NOCITA V.le Angelico 38 Roma
(Dif.Av. Pietro NOCITA V.le Angelico 38 Roma)

2)- CONTALDI Angelina n.Pagani 23.9.1960 Via Camillo Mazzella 7
p.4 int.12 Roma LIB-ASS
(Dif.Av. Giovanni LEALE Viale Parioli 79/H Roma)

3)- PELLICCIA Patrizia n.Roma 8.3.1960 coniugata Righetti Via
Baroni 108 oppure 114 Milano LIB-ASS-
(Dif.Av. Giovanni LEALE Viale Parioli 79/H Roma)

4)- CODISPOTI Bruno n.Roma 27.1.1957 dom.eletto in Roma Via Alberto
Trionfi 5 LIB. ASS
(Dif.Av. Oreste FLAMINI Minuto e avv.Mario CASELLATO
Via Rodi 32 Roma)

5)- GASPERONI Brunella n.Roma 5.8.1939 notificare sensi artt.169
C.P.P. presso avv.Giancarlo DI GIULIO Via G. di Bartolo
n.22 Roma LIB. ASS
(Dif.Av. Giancarlo DI GIULIO Via G.di Bartolo
n.22 Roma)

6)- PIEDIMONTE Giuseppe n.Ripabottoni (CB) 18.5.1950 c/PIEDIMONTE.
Pasquale Via Cadore 28 MONZA LIB-ASS-
(Dif.Av. Giovanni LEALE Viale Parioli 79/H Roma)

7)- PINTALDI Daniele n.Roma 13.12.1958 ivi res.Via Donatello 50
pal.3 sc.A int.21 Roma LIB-ASS-
(Dif.Av. Giancarlo DI GIULIO Via G. di Bartolo 22 Roma)

8)- LELLO Cintya n.Roma 11.9.1955 elett.dom.c/Avv. Giovanni LEALE
Via Parioli 79/H Roma LIB-ASS-
(Dif.Av. Giovanni LEALE Via Parioli 79/H Roma)

9)- SAVINA Patrizia n.Roma 21.1.1968 ivi res.Via Arcidosso 5 Roma
lotto 8/I 8 LIB-ASS-
(Dif.Av. Barbara DI COSIMO Via Crescenzi 2 Roma)

10)- GIANNINI Sergio n.Roma 23.9.1951 ivi res.Via Jacopo Torriti 11 ^{deve essere}
LIB-ASS-
(Dif.avv. Barbara DI COSIMO Via Crescenzi 2 Roma)

P.C. MINISTRO DELLE FINANZE PRO-TEMPORE PRESSO AVV. GEN.STATO
VIA DEI PORTOGHESI 12 ROMA ASSENTE.

a) del reato p. e p. dall'art. 4 n. 7 L. 7.8.82 n. 516 perché, in qualità di Presidente della "Associazione di Dianetica e Scientology di Roma" al fine di evadere le imposte redigeva la dichiarazione dei redditi relativa all'anno 1982 dissimulando componenti positivi per complessive L. 123.505.708, tali da alterare in misura rilevante il risultato della dichiarazione stessa.

ACHIEZZI Carlo Alberto, PELLICCIA Patrizia, CODISPOTI Bruno, GASPERONI Brunella, PIEDIMONTE Giuseppe e PINTALDI Daniele.

b) del reato p. e p. dagli artt. 8 C. 7.1.29 n. 4 e 1, c. 2° nn. 1 e 2, L. 7.8.82 n. 516 perché, nelle rispettive qualità il primo di Presidente della "Associazione di Dianetica e Scientology di Roma" e gli altri di membri del Consiglio direttivo di detta associazione, a fronte di cessioni di beni e prestazioni di servizi omettevano nell'anno 1983 di annotare nelle scritture contabili obbligatorie ai fini delle imposte dirette e dell'I.V.A. corrispettivi per complessive L. 393.511.482.

c) del reato p. e p. dagli artt. 110 C.P. e 4 n. 7 della L. 7.8.82 n. 516 perché in concorso tra loro, nelle rispettive qualità di cui sopra ed al fine di evadere le imposte sui redditi, redigevano le dichiarazioni dei redditi relative all'anno 1983 dissimulando componenti positivi del reddito pari a L. 393.511.482; tali da alterare in misura rilevante il risultato della dichiarazione stessa.

ACHIEZZI Carlo Alberto, PELLICCIA Patrizia, CODISPOTI Bruno, GASPERONI Brunella, PIEDIMONTE Giuseppe, PINTALDI Daniele e LELLO Cynthia.

d) del reato p. e p. dagli artt. 8 L. 7.1.29 n. 4 e 1, c. 2° nn. 1 e 2, L. 7.8.82 n. 516 perché, nelle rispettive qualità il primo di Presidente della "Associazione di Dianetica e Scientology di Roma" e gli altri di membri del Consiglio direttivo di detta associazione, a fronte di cessione di beni e prestazioni di servizi, omettevano nell'anno 1984 di annotare nelle scritture contabili obbligatorie ai fini delle imposte dirette e dell'I.V.A., corrispettivi per complessive L. 1.181.713.479.

e) del reato p. e p. dagli artt. 110 C.P. e 4 n. 7 della Legge 7.8.82 n. 516 perché in concorso tra loro, nelle rispettive qualità di cui al capo d) ed al fine di evadere le imposte sui redditi, redigevano la dichiarazione dei redditi relativa all'anno 1984, dissimulando componenti positivi del reddito pari a L. 1.181.713.479= tali da alterare in misura rilevante

il risultato della dichiarazione stessa.

CONTALDI Angelina, CHIEZZI Carlo Alberto, PELLICCIA Patrizia, COPISPOTI Bruno, GASPERONI Brunella, PIEDIMONTE Giuseppe e LELLO Cynthia.

f) del reato p. e p. dagli artt. 8 L. 7.1.29 n. 4 e 1 - c. 2° nn. 1 e 2, L. 7.8.82 n. 516 perché nelle rispettive qualità di cui al capo precedente, a fronte di cessioni di beni e prestazioni di servizi omettevano, nell'anno 1985, di annotare nelle scritture contabili obbligatorie, ai fini delle imposte dirette e dell'I.V.A., corrispettivi per complessive L.

L. 1.277.218.351

del reato p. e p. dagli artt. 110 C.P. e 4 n. 7 delle L. 7.8.82 n. 516 perché in concorso tra loro, nelle rispettive qualità di cui al capo f) ed al fine di evadere le imposte sui redditi, redigevano la dichiarazione dei redditi relativa all'anno 1985 dissimulando componenti positivi di reddito pari a L. 1.277.218.351 tali da alterare in misura rilevante il risultato della dichiarazione stessa.

CONTALDI Angelina, CHIEZZI Carlo Alberto, PELLICCIA Patrizia, COPISPOTI Bruno, GASPERONI Brunella, PIEDIMONTE Giuseppe, LELLO Cynthia, SAVINA Patrizia e GIANNINI Sergio;

h) del reato p. e p. dagli artt. 110 C.P., 1 comma 2° nn. 1 e 2 della L. 7.8.82 n. 516 e 8 L. 7.1.29 n. 4 perché, in concorso tra loro, ^{in qualità di} "prima di Presidente" dell'Associazione di Dianetica e Scientology di Roma" e gli altri di membri del Consiglio di attivo di detta Associazione, avendo effettuato, nell'anno 1986 cessioni di beni e prestazioni di servizio omettevano di fatturare, e annotare nelle scritture contabili obbligatorie, ai fini delle imposte sui redditi e dell'I.V.A., corrispettivi pari a L. 832.708.512.

Constatato in Roma il 28.8.87

CHIEZZI Carlo Alberto, PELLICCIA Patrizia, CODISPOTI Bruno, GASPERONI Gabriella,

PIEDIMONTE Giuseppe e PINTALDI Daniele:

i) del reato p.e p.dagli artt.1, comma 6°, della L. 7/8/82 n.516, 8 L. 7/1/29 n.4 e 110 C.P. perchè, in concorso tra loro, in qualità il primo di presidente della "Associazione di Dianetica e Scientologia di Roma" e gli altri di membri di consiglio direttivo di detta associazione, nell'anno 1983 non istituivano e non tenevano in conformità all'art.22 del D.P.R. 29/9/1973 n.600 il libro giornale ed il registro delle fatture;

CHIEZZI Carlo Alberto, PELLICCIA Patrizia, CODISPOTI Bruno, GASPERONI Brunella, PIEDIMONTE Giuseppe, PINTALDI Daniele e LELLO Cynthia:

l) del reato p.e p.dagli artt.110 C.P., 1 - comma 6° - L. 7/8/82 n.516 e 8 L. 7/1/29 n.4 perchè in concorso tra loro, il primo quale presidente della "Associazione di Dianetica e Scientologia di Roma" e gli altri quali membri del consiglio direttivo di detta associazione, nell'anno 1984 non tenevano in conformità all'art.22 del D.P.R. 29/9/73 n.600 il libro giornale ed il registro delle fatture;

CONTALDI Angelina, CHIEZZI Carlo Alberto, PELLICCIA Patrizia, CODISPOTI Bruno, GASPERONI Brunella, PIEDIMONTE Giuseppe e LELLO Cynthia:

m) del reato p.e p.dagli artt.110 C.P., 1 - co.6° - L. 7/8/82 n.516 e 8 L. 7/1/29 n.4 perchè in concorso tra loro, la prima quale presidente della "Associazione di Dianetica e Scientologia di Roma" e gli altri quali membri del consiglio direttivo di detta associazione, nell'anno 1985 non tenevano in conformità all'art.22 del D.P.R. 29/9/73 n.600, il libro giornale ed il registro delle fatture;

CONTALDI Angelina, CHIEZZI Carlo Alberto, PELLICCIA Patrizia, CODISPOTI Bruno, GASPERONI Brunella, PIEDIMONTE Giuseppe, LELLO Cynthia, SAVINA Patrizia e GIANNINI Sergio:

n) del reato p.e p.dagli artt.110 C.P. e 1 - co.6° della L. 7/8/82 n.516 perchè, in concorso tra loro, la prima quale presidente della "Associazione di Dianetica e Scientologia di Roma" e gli altri quali membri del consiglio direttivo di detta associazione, per l'anno 1986 non tenevano il registro delle fatture in conformità dell'art.22 del D.P.R. 29/9/73 n.600 -

Costatato in Roma il 26/3/1987 -

MOTIVAZIONE

A seguito di richiesta di rinvio a giudizio avanzata dal P.M. veniva fissata l'odierna udienza preliminare.

All'esito P.M. e difensori concludevano come in atti.

Va innanzi tutto esaminata l'eccezione sollevata dalla difesa e ampiamente documentata con la produzione di numerose sentenze, relativa alla inapplicabilità all'attività svolta dall'Associazione di Dianetica e Scientology di Roma delle norme che disciplinano l'esercizio delle attività commerciali sotto il profilo tributario, così come sostenuto dalla Guardia di Finanza e dall'ufficio Imposte, posto che la predetta associazione svolge esclusivamente attività di divulgazione di principi dottrinali e religiosi anche con la vendita di libri e con lo svolgimento di "corsi" per gli associati, previo pagamento da parte di costoro di quote specifiche.

Occorre pertanto valutare se si tratti di attività commerciale ovvero dell'asserita attività di divulgazione di principi dottrinali e religiosi e in quest'ultima ipotesi, se le attività poste in essere dall'associazione, fossero o meno finalizzate ai suoi scopi istituzionali.

Nello statuto lo scopo della associazione viene indicato nel "predicare, praticare e difendere la religione di Scientology così come è stata creata e sviluppata dal Fondatore L. Ron Hubbard", senza alcun fine di lucro e con entrate costituite dalle quote sociali, dai contributi ed elargizioni degli associati e da ogni altra entrata".

La disciplina tributaria degli enti o associazioni non commerciali è stabilita dall'art. 20 D.P.R. 598/73 per quanto concerne la qualificazione di attività commerciale svolta da parte degli stessi.

Il citato articolo 20 prevede che non vada considerata attività commerciale quella effettuata "in conformità alle finalità istituzionali di associazioni politiche, sindacali e di categorie, religiose, assistenziali, culturali e sportive: se rese nei confronti dei soci, associati e partecipanti".

Siffatta disposizione consente pertanto di valutare se i proventi derivati dall'Associazione in questione siano assoggettabili ad imposta sul reddito delle persone giuridiche e quindi se la mancata dichiarazione degli stessi configuri le violazioni contestate agli imputati:

Sulla natura dell'Associazione di Dianetica e Scientology non sembra il caso di doversi soffermare a lungo dal momento che esiste in materia un consolidato orientamento giurisprudenziale secondo cui detta associazione ha natura religiosa e per tale ragione, rientra, sotto il profilo tributario, nella disciplina sopra richiamata.

È infatti da disattendere al riguardo l'indicazione interpretativa fornita in più occasioni dal Ministero delle Finanze (che cioè detto ente rientri tra gli istituti privati di istruzione non riconosciuti) dal momento che dalla lettura dello statuto costitutivo nonché dal tipo di attività svolta risulta che le finalità perseguite (certamente scevre da finalità di lucro) sono essenzialmente religiose, come da valutazioni approfondite effettuate da parte di numerose autorità giurisdizionali (v. la copiosa documentazione prodotta dalla difesa).

È pur vero che la definizione di religiosità di una associazione non può derivare esclusivamente dalla semplice definizione statutaria che potrebbe occultare una attività lucrativa ma occorre valutare nel concreto quali siano le effettive modalità di espressione della religiosità consociata.

L'attività svolta dalla citata associazione, anche secondo quanto accertato in sede di verifica della Guardia di Finanza, è risultata rivolta "sostanzialmente" all'insegnamento di principi filosofici e religiosi dietro pagamento di corrispettivi da parte dei frequentatori" e pertanto, diversamente da quanto ritenuto nel verbale di constatazione, è da ritenere applicabile alla stessa la disciplina di cui all'art. 20 D.P.R. 598/73 esercitando gli adepti dell'Associazione di Dianetica e Scientology attività sicuramente religiose pur mediante l'approvvigionamento di fondi per l'esercizio delle stesse in forma associativa (come, del resto, viene fatto anche dalle organizzazioni religiose tradizionali).

A tutto concedere non vi è nella specie prova di integrazione completa delle ipotesi di dissimulazione di componenti positivi del reddito contestate dovendosi tener conto anche della

sentenza della Corte Costituzionale nr. 35 del 1991 che ha dichiarato la illegittimità dell'art. 4 co. 1 nr. 7 della legge 516/82, nella parte in cui non prevede che la dissimulazione di componenti positivi o la simulazione di componenti negativi del reddito debba concretarsi in forme artificiose non essendo sufficiente la mera indicazione degli stessi occorrendo invece un quid pluris che dimostri la intenzionalità fraudolenta. Nel caso in esame manca questo quid pluris o, quanto meno, non ne è stata fornita indicazione probatoria in termini di certezza.

Ne poi risulta fornita prova che l'attività di cessione di beni e prestazione di servizi sia stata svolta in prevalenza verso persone estranee all'associazione anche perchè per quanto concerne le associazioni religiose l'adesione degli adepti può anche non essere consacrata in un atto formale (ed infatti la norma fa riferimento ai "soci, associati o partecipanti") e pertanto l'attività di proselitismo eseguita nei confronti di simpatizzanti potrebbe rientrare tra quelle consentite senza l'assoggettamento all'imposizione tributaria. In ogni caso dalle indagini svolte dalla Guardia di Finanza non risulta che fossero in prevalenza i non associati a fruire delle prestazioni rese dall'Associazione. Al contrario sembrerebbe che l'acquisto del materiale fosse riferito agli associati i quali provvedevano poi a svolgere l'attività di proselitismo.

E' da ritenere per tali ragioni che i proventi percepiti dalla predetta Associazione non fossero soggetti all'imposta sui redditi delle persone giuridiche.

Di conseguenza essendo indubitabile che l'Associazione in questione perseguiva finalità religiose e di diffusione di principi dottrinali in conformità alle finalità istituzionali e quindi senza svolgere attività commerciale, non era tenuta, come è stato più volte anche ribadito nelle molteplici decisioni delle Commissioni Tributarie a tenere una contabilità ordinaria.

P.Q.M.

Visti gli artt. 424 e segg. C.p.p.

DICHIARA

non luogo a procedere nei confronti di CHIEZZI Carlo Alberto, CONTALDI Angelina, PELLICCIA Patrizia, CODISPOTI Bruno, GASPERONI Brunella, PIEDIMONTE Giuseppe, PINTALDI Daniele, LELLO Cintya, SAVINA Patrizia e GIANNINI Sergio in ordine ai reati a loro rispettivamente ascritti perchè i relativi fatti non sussistono.

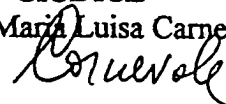
Roma, 30.3.1995

IL COLLABORATORE DI CANCELLERIA

Arnaldo Casano



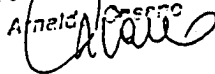
IL GIUDICE
(Dott.ssa Maria Luisa Carnevale)



Depositato in Cancelleria
Roma, li 27.4.1995

IL COLLABORATORE DI CANCELLERIA

Arnaldo Casano



SENTENZA DIVENUTA
IRREVOCABILE IL 1.7.1995.

8 AGO. 1995

IL COLLABORATORE DI CANCELLERIA

Arnaldo Casano



PROCURA GENERALE DELLA REPUBBLICA ROMA
VISTO
31 MAG. 1995
IL S... (Edmondo Lenzi)

